

Justice mondiale est publié par le Syndicat canadien de la fonction publique et est disponible en ligne à scfp.ca/justice-mondiale.

ÀLINTÉRIEUR

LUTTE CONTRE L'APARTHEID, UN MOUVEMENT MONDIAL

P.2

LES TRAVAILLEUSES
DU VÊTEMENT
DEMANDENT JUSTICE

P.3

AFFICHE DE NELSON MANDELA **P.4**

Un militant syndical philippin visite Winnipeg

PAR DAVID JACKS

Le président national du syndicat philippin COURAGE (Confederation for Unity, Recognition and Advancement of Government Employees), Ferdie Gaite, a parlé des luttes et des défis du mouvement syndical des Philippines lors de deux activités tenues à Winnipeg.

Gaite s'est adressé aux membres des sections locales 1973 (Hôpital Concordia) et 1063 (Commission des accidents du travail du Manitoba), en plus de prendre la parole lors d'une assemblée publique portant sur les différences et les similitudes des luttes des mouvements syndicaux philippin et canadien. Le SCFP-Manitoba et Migrante, une organisation de défense des droits des travailleurs migrants, étaient les hôtes du syndicaliste philippin.

« Nous avons eu l'honneur d'accueillir l'un des organisateurs syndicaux les plus actifs des Philippines. Nous sommes déterminés à contribuer à la défense des droits syndicaux des travailleurs des Philippines tout comme nous le faisons ici au Canada », a déclaré la présidente du SCFP-Manitoba, Kelly Moist.



DIWA MARCELINO (MIGRANTE), CHANSONNIER LEVY ABAD, KELLY MOIST (SCFP MB), ET FERDIE GAITE (COURAGE)

COURAGE est la plus grande confédération syndicale des Philippines. Comptant plus de 275 000 membres, elle est au cœur de la lutte que mènent les travailleurs du secteur public des Philippines pour obtenir des salaires acceptables, des conditions de travail décentes et la reconnaissance de tous leurs droits syndicaux.

Ferdie Gaite s'est arrêté à Winnipeg dans le cadre d'une

tournée canadienne qui lui a aussi permis de participer au congrès national du SCFP à Québec. M. Gaite s'est également rendu à Montréal, Ottawa et Vancouver pour rencontrer des syndiqués du SCFP et des membres de la communauté migrante philippine.

Les Philippines viennent au troisième rang des pays qui fournissent le plus de

Suite à la page 3



La lutte contre l'apartheid, un mouvement mondial

PAR RON VFR7UH

Lorsque Nelson Mandela est décédé le 5 décembre 2013, les membres du SCFP ont partagé leur douleur avec le reste du monde. Sa grandeur nous a tous touchés et nous avons pleuré sa perte.

Grâce au comité national sur la solidarité internationale créé dans la foulée du congrès national tenu à Québec en 1987, le SCFP a été en mesure d'agir dès la fin de l'apartheid.

La première tâche du comité a été d'élaborer un ensemble de principes de fonctionnement fondés sur le concept de solidarité entre travailleurs. Puis, nous avons travaillé à la mise sur pied de notre premier partenariat de solidarité internationale. Nous avons ciblé l'Afrique du Sud car les besoins des travailleurs qui luttaient contre la tyrannie et pour la démocratie étaient particulièrement criants.

Rapidement des liens ont été tissés entre le SCFP et le Syndicat national des travailleurs de l'éducation et de la santé (NEHAWU). Cette première collaboration a été clairement inspirée de la lutte des Sud-Africains contre l'apartheid.

Les échanges se sont poursuivis et nos membres ont appris à connaître les efficaces méthodes de recrutement utilisées par le NEHAWU. De leur côté, les syndicalistes sud-africains ont étudié notre structure, nos affiliations politiques et les tâches effectuées par notre personnel.

Au cours d'une visite, des membres du NEHAWU ont participé à la conférence nationale du SCFP sur la santé à Montréal, à l'invitation de la présidente nationale d'alors, Judy Darcy. C'était l'hiver et il faisait un froid glacial. Le climat politique, lui, était surchauffé,

car les syndicalistes québécois protestaient contre les compressions à l'assurance-chômage.

Comme nous nous apprêtions à aller manifester dans une terrible tempête de neige, des membres de Montréal ont fourni à leurs confrères sud-africains des parkas, des foulards et des bottes. Ceux-ci ont affronté l'hiver pour la première fois de leur vie pour marcher en première ligne aux côtés de Judy Darcy.

L'un des membres du NEHAWU, qui tentait tant bien que mal de se réchauffer, a eu la réflexion suivante : « Si nous avions eu ce type de météo en Afrique du Sud, nous n'aurions peutêtre jamais réussi à vaincre l'apartheid. » Nous avons bien ri et nous savions que nous avions de la chance de devoir faire face à des tempêtes de neige plutôt qu'à des balles et à des bombes. Le SCFP a ensuite établi un partenariat productif avec le Syndicat des travailleurs municipaux d'Afrique du Sud (SAMWU), un autre syndicat qui a lutté contre l'apartheid. Cette association est encore active aujourd'hui et les deux syndicats se soutiennent mutuellement en cas de grèves ou pour d'autres activités.

Maintenant que Mandela n'est plus, nous nous rappelons avec beaucoup de respect son immense contribution à l'humanité. Le mouvement de solidarité internationale dont a fait partie le SCFP a aidé à concrétiser une partie du rêve de Nelson Mandela.

Ron Verzuh est un ancien membre du personnel du SCFP. Il travaillait dans le domaine de la solidarité internationale.



Des représentants de syndicats et de la société civile présents à la conférence de l'ONU sur les changements climatiques (Conférence des Parties 2013), tenue en Pologne, ont quitté la ▲ réunion pour protester contre l'inaction des gouvernements et des grandes entreprises.

Des organisations comme l'Internationale des services publics (ISP), Oxfam et Greenpeace ont déclaré que l'ONU et les gouvernements nationaux étaient à la solde des grandes sociétés. Ces groupes feront désormais porter leurs efforts sur la mobilisation de leurs membres et alliés, plutôt que de perdre leur temps lors de ces discussions qui font passer les intérêts des entreprises en premier.

En décembre 2013, la 9e réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a eu lieu à Bali en Indonésie. Des membres de syndicats et de la société civile ont participé aux discussions pour faire savoir aux gouvernements que les négociations sur le commerce et les investissements internationaux sont fondamentalement biaisées. Des délégués de 32 pays se sont mobilisés afin de signifier leur opposition à ces pourparlers.

L'ISP était présente pour faire la promotion des services publics de qualité et sensibiliser les gens aux effets nocifs du projet d'Accord sur le commerce des services. Cette entente menacera la sécurité alimentaire et accroîtra l'inégalité dans les pays en développement.

Les membres du Syndicat des travailleurs des chemins de fer de Corée (KRWU) ont déclenché la grève en décembre. Ils mènent une lutte courageuse contre les propositions de restructuration radicales de la compagnie ferroviaire Korail. Elles auraient pour effet de privatiser tout le secteur. L'employeur a eu recours à des briseurs de grève et a lancé d'autres attaques contre les grévistes et leurs droits. Plus de 100 manifestants ont été illégalement détenus.

Les travailleuses du vêtement demandent justice

PAR KFITI CAMFRON

Kalpona Akter avait 12 ans lorsqu'elle a commencé à travailler dans l'industrie du vêtement. À 16 ans, elle a été congédiée pour avoir tenté de syndiquer son usine. En 2001, M^{me} Akter a cofondé le Centre de solidarité des travailleurs du Bangladesh (BCWS), un organisme qui offre une formation en droits syndicaux et en leadership aux travailleuses du vêtement.

alpona Akter est venue au Canada du 24 novembre au 6 décembre 2013. L'actuelle directrice exécutive du BCWS a été invitée par le SCFP, le Réseau de solidarité des Maquilas et l'Alliance de la fonction publique du Canada. Elle s'est arrêtée à Vancouver, à Ottawa, à Québec, à Montréal et à Toronto pour solliciter des appuis à la cause des travailleuses du vêtement les plus vulnérables du Bangladesh.

En avril 2013, plus de 1100 travailleuses et travailleurs du vêtement ont perdu la vie et plus de 1600 ont subi des



KAPLONA AKTER, MILITANTE POUR LES TRAVAILLEUSES DU VÊTEMENT

blessures lorsque l'édifice du Rana Plaza s'est effondré au

Bangladesh. Cette malheureuse tragédie a illustré avec force une réalité que les consommateurs nord-américains et européens ne pourront plus ignorer : le coût humain de la mode à bas prix est énorme. Dans la foulée de l'effondrement. l'attention internationale s'est aussi tournée vers les violations des droits des travailleurs au Bangladesh et a permis d'intensifier la pression sur le gouvernement bangladais afin qu'il réforme ses lois du travail et accorde aux travailleuses du vêtement le droit de se syndiquer et de négocier collectivement de meilleurs

salaires et conditions de travail.

Les travailleuses du vêtement bangladaises gagnent autour de 66 dollars par mois, soit environ 40 cents de l'heure. Il s'agit du salaire minimum le plus faible au monde. Ce revenu ne permet pas de combler les besoins nutritionnels de base d'une travailleuse célibataire. C'est encore pire lorsque la travailleuse a une famille à nourrir.

La tournée de M^{me} Akter au Canada avait deux objectifs principaux : attirer l'attention sur la situation des travailleuses du vêtement et d'obliger les entreprises canadiennes liées à l'effondrement de l'édifice du Rana Plaza à indemniser les victimes.

Le BCWS a offert son soutien aux victimes du désastre du Rana Plaza. L'organisme réclame une indemnisation équitable pour toutes les victimes de la tragédie.

Pour en savoir plus : scfp.ca/justice-mondiale/ tournee-canadienne-en-appui-aux

Un militant syndical philippin visite Winnipeg

Suite de la page 1

travailleurs migrants au Canada. Nombre d'entre eux sont ici en vertu du Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET), un instrument qui favorise l'exploitation sans vergogne des travailleurs et la négation de leurs droits fondamentaux à la mobilité et à l'association. Le programme rend ces travailleurs particulièrement vulnérables, car ils les empêchent d'obtenir le statut de résident permanent. À la fin de 2012, il y avait 338 189 travailleurs étrangers temporaires au Canada.

En juillet 2013, une mission de solidarité avec les travailleurs philippins pilotée par le SCFP a fait enquête pendant 10 jours sur les violations des droits de la personne et du travail aux Philippines. La délégation était aussi composée de représentants de l'Alliance de la fonction publique du Canada et du Comité ontarien pour les droits de la personne aux Philippines. Le groupe a collaboré étroitement avec COURAGE, l'organisation philippine partenaire du SCFP. La délégation a rencontré des travailleurs du secteur public pour en savoir plus sur les attaques croissantes que subissent les employés syndiqués du gouvernement, les organisateurs syndicaux et les défenseurs des droits.

La mission a été organisée à la demande de COURAGE après que six de ses leaders aient été exécutés au cours des cinq dernières années. À l'heure actuelle, le pays compte 401 prisonniers politiques. Deux organisateurs nationaux de COURAGE, Randy Vegas et Raul Camposano, connus sous le nom des « deux courageux », sont d'ailleurs détenus depuis le 3 décembre 2012.

La délégation s'est engagée à sensibiliser la population canadienne aux violations des droits qui se produisent aux Philippines. Elle continuera à faire campagne afin que la communauté internationale fasse pression sur le gouvernement philippin pour qu'il mette fin à l'impunité et permette aux travailleurs du secteur public d'exercer leurs droits syndicaux.

